

MARCHE
de prestations de restauration collective
(en liaison froide - avec service)
RÈGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

14/11/2025 à 12h00 (heure de Paris)

Restaurant Administratif de l'Établissement des Services Informatique

Le présent règlement de consultation comporte 6 pages

Table des matières

ARTICLE 1:OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 : DUREEDU MARCHE.....	3
ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE 5 : CONSTITUTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE.....	3
ARTICLE 6 : VARIANTES.....	4
ARTICLE 7 : VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX.....	4
ARTICLE 8 : PRESENTATION DES OFFRES.....	4
8.1 DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	4
8.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	5
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	5
ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES.....	6
ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
ARTICLE 12 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
ARTICLE 13 : OBLIGATION DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 14 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	7

ARTICLE 1:OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de prestations de restauration collective, selon les conditions précisées dans le contrat, dans le restaurant administratif de l'Établissement de Service Informatiques, sis 14 rue Salvador Allende 86000 Poitiers.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée prévue à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en application de l'article 28 du même décret.

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

Le contrat prend effet le 01 janvier 2026 et est conclu pour une durée de deux (2) ans renouvelable par tacite reconduction dans la limite de deux (2) périodes complémentaires d'un an.

Chacune des parties a la faculté de mettre fin au contrat, à l'expiration de chaque échéance, moyennant un préavis délivré à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

ARTICLE 5 : CONSTITUTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE

Le dossier de consultation est constitué :

- du contrat de prestations de restauration collective et ses 6 annexes ;
- d'une annexe financière à compléter par le candidat ;
- d'un dossier économique à compléter par le candidat ;
- d'un cadre de réponse à compléter par le candidat, constituant sa proposition technique ;
- du présent règlement de consultation.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées

ARTICLE 7 : VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX

Les candidats sont tenus de réaliser une visite des locaux du restaurant administratif de l'Établissement de Services Informatiques. A ce titre, ils devront prendre contact auprès de :

- M.Traoré Moussa (président) : 06-19-29-97-63

ou

Mme Ladenise Annie (vice-présidente) :05-16-69-07-58

À l'issue de la visite, une attestation de visite sera remise aux candidats.

ARTICLE 8 : PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres remises par les candidats doivent être rédigées en français, en application de la loi n° 94 665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

Les candidats produisent un dossier complet dont le contenu est décrit ci-après.

8.1 DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

1. La lettre de candidature (sur formulaire DC 1¹), dûment complétée et signée par une personne habilitée à représenter le candidat (ou l'ensemble des membres du groupement en cas de candidature groupée), en application de l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (avec les documents attestant le cas échéant du pouvoir du signataire) ;
2. La déclaration de candidature (sur formulaire DC 2²), dûment renseignée (le candidat veille à y mentionner le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché des trois (3) derniers exercices), complétée des éléments suivants :
 - la description de son effectif moyen annuel, par types de métiers ou fonctions, pour les trois (3) dernières années ;
 - la liste des principales fournitures ou services effectués au cours des trois (3) dernières années (en indiquant montant, dates, destinataires), ainsi que toute référence permettant d'attester de la capacité du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
 - la description de ses moyens techniques et des procédures mises en œuvre pour assurer la qualité et la sécurité de ses prestations.
3. Les certificats de qualifications professionnelles en matière de restauration

1 Modèle disponible sur le site des MEF : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

2 Modèle disponible sur le site des MEF: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

collective ; la preuve de la capacité professionnelle peut être apportée par tout moyen ;

4. La preuve d'une assurance pour risques professionnels.
5. L'annexe environnementale

8.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

L'offre comportera obligatoirement :

1. Le contrat de prestations de restauration collective et ses 6 annexes, signés par une personne dûment habilitée à engager l'entreprise ;
2. L'annexe financière, complétée de l'ensemble des éléments de prix de l'offre, et signée par une personne.
3. Le dossier économique, complété de l'ensemble des éléments constituant les frais fixes et signé par une personne dûment habilitée ;
4. Le cadre de réponse complété constituant la proposition technique ;
5. Le plan de maîtrise sanitaire (PMS) du candidat ;
6. L'attestation de visite des locaux.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Le dossier de consultation est gratuit et obligatoirement téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante www.marches-publics.gouv.fr sous la référence D33_ESI86 :Prestations_restaurations collective

Lors du téléchargement du dossier de consultation, les candidats sont invités à enregistrer leurs coordonnées sur le profil acheteur (www.marches-publics.gouv.fr) afin de pouvoir être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier de consultation ou de réponses apportées à des questions posées par d'autres candidats, les échanges d'une consultation devant être dématérialisés.

ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Quel que soit leur mode de transmission, les offres doivent parvenir à ce service au plus tard le :

14 novembre 2025 à 12 h00.

Les offres remises après la date et l'heure limites fixées ci-dessus (ou dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure limites) ne sont pas retenues. Elles sont renvoyées à leur expéditeur.

ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date limite de réception des offres, indiquée à l'article 9 du présent règlement.

Le candidat transmet sa candidature/offre par un dépôt unique sur la plate-forme des achats de l'Etat. Si plusieurs candidatures/offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature/offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr) conformément à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites mentionnées en page 1 du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après sont rejetés.

Le profil connecté sur la PLACE qui n'a aucune activité est déconnecté automatiquement à l'issue d'un délai de 30 minutes. Le pouvoir adjudicateur ne saurait ni déroger à l'heure limite de remise des offres ni être tenu pour responsable si un soumissionnaire n'a pas été vigilant à maintenir par tous moyens la connexion de son profil entreprise lors du téléchargement.

ARTICLE 12 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1 Jugement des candidatures

Les candidatures des sociétés sont jugées au regard des critères suivants :

- la capacité professionnelle et technique du candidat ;
- la capacité financière du candidat.

Les candidats sont appréciés au regard des éléments prévus à l'article 7-1.

12.2 Jugement des offres

Le jugement des offres se fera au moyen des critères pondérés suivants :

1. Le prix de la prestation (50 %) :

Ce critère est apprécié au vu des montants indiqués dans l'annexe financière et dans le dossier économique complétés par le candidat.

2. La qualité de l'offre (50 %) :

Ce critère est apprécié au regard de la valeur des propositions présentées dans le cadre

de réponse, ainsi pondérées :

2.1. La qualité de la prestation : 20% ;

- qualité nutritionnelle et organoleptique des prestations ;
- variété et équilibre nutritionnel des menus proposés ;

2.2. L'organisation du service : 15 %.

2.3. Les performances en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture : 15%

ARTICLE 13 : OBLIGATION DU TITULAIRE

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira les documents prévus à l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 14 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par les candidats auprès des personnes suivantes : M.Traoré Moussa (président) : 06-19-29-97-63

ou

Mme Ladenise Annie (vice-présidente) :05-16-69-07-58